

# Communisme en mouvement

Numéro 25

février 2009

---

## Sommaire

### 1. L'édito

Européennes : tous ensemble ? – Philippe Stierlin – p. 1

### 2. Interventions au Conseil national du PCF du 7/2/2009 :

L'unité pour créer la dynamique – Jean-Michel Ruiz – p. 3

Pour enclencher une dynamique citoyenne – Gilles Alfonsi – page 4

Sur l'élection européenne – Bernard Calabuig – p. 6

Sur la " Charte du travail en commun " – Bernard Calabuig – page 7

Front aux élections européennes : QUI ? – Philippe Stierlin – page 8

Trois aspects du rassemblement – Julien Alapetite – page 10

**Ce bulletin est ouvert. Faites parvenir vos textes, mais aussi vos réactions et suggestions à : [communisme.en.mouvement@gmail.com](mailto:communisme.en.mouvement@gmail.com) - Pour le recevoir régulièrement ou-et permettre à des amis de le recevoir, prenez contact sur**

---

### 1. L'édito

## Européennes : tous ensemble ?

Le Conseil national du PCF du 7 février a débattu de la mise en œuvre pratique du Front de gauche pour les élections européennes de juin 2009 et de la situation créée après la puissante manifestation syndicale du 29 janvier. Après le rapport de J. M. Coppola, la discussion s'est ouverte sur l'intervention de J.-L. Bousquet rendant compte du meeting réussi dans l'Hérault (1200 personnes), qui rassemblait le PCF (F. Wurtz), le PG (J.-L. Mélenchon), l'Appel *Politis* (D. Sieffert), les Alternatifs, le MRC, les Collectifs Unitaires. Le débat au CN a porté sur l'opportunité de savoir s'il fallait ou non « sortir de l'Europe » (comme on sort de la France ou du Cantal), ou sortir de « l'Union européenne » (J.-J. Karman). F. Wurtz a de son côté souligné le fait que nous devons être aussi bon que le « très bon J.L. Mélenchon » sur l'anti

-sarkozysme et la politique nationale, mais que nous devrions montrer notre différence avec lui sur les enjeux européens.

Du côté de la sensibilité unitaire du Conseil national, nous avons voté la résolution (24 oct. 2008) en faveur de la constitution d'un Front de gauche pour les élections européennes, en vue de faire bouger les lignes en Europe. Dans notre esprit, ce front doit être durable, et non « biodégradable » une fois l'élection passée. Au CN du 7 février, nous avons insisté sur les dimensions indissociables de l'écologie, du social et de la démocratie dans le combat contre le Traité de Lisbonne et pour une autre Europe. Nous estimons par ailleurs que c'est la démarche unitaire qui permettra d'ouvrir et de stimuler le débat sur les contenus pour une alternative au capitalisme. C'est d'ailleurs ce qui s'est produit le 29 mai 2005 et le 29 janvier dernier. A rebours de cette idée, Michel Laurent pense lui que « si la construction se fait à partir des contenus, elle sera durable et populaire. », ce qui selon nous constitue un préalable très dommageable et récurrent à l'ouverture des chantiers de fond.

Seule une dynamique unitaire comme celle pour le NON de gauche au TCE peut permettre de changer la donne en Europe et en France. Des nombreux membres du CN ont de fait souligné les risques d'enfermement de la campagne dans un duo PG – PCF.

Selon des membres de la direction du PCF, la stratégie du front ne peut marcher sans la « participation citoyenne », ce qui objectivement n'est pas une affirmation nouvelle dans un choix stratégique communiste. M.G. Buffet a souligné « qu' il faut éviter que le front soit un simple cartel de forces ». Or qu'est donc à ce jour le Front de gauche si ce n'est un cartel de deux organisations ? Pense-t-on que des citoyen-nes et des personnalités se rallieront sous la bannière du duo PG - PCF (auquel pourrait s'adjoindre le MRC) ? Pour la sensibilité unitaire du Conseil national, tout ce qui peut contribuer à élargir de manière dynamique le rassemblement doit être au cœur de la démarche. Il existe des partenaires qui peuvent être eux aussi moteurs et contribuer à un rassemblement « grand angle ». C'est le cas de l'Appel *Politis*. C'est le cas de la Fédération pour une alternative écologique et sociale, qui cimente et rassemble des forces militantes (8 associations et organisations) comme des citoyens engagés et non organisés, notamment en faveur d'une autre Europe.

La direction du PCF considère-t-elle ce partenaire - dans lequel se retrouvent notamment des communistes et des écologistes, des élu-e-s nationaux et locaux - comme légitime ou bien prendra-t-elle le risque de s'en priver et de se retrouver en quasi tête-à-tête avec le PG ? Les réponses ambiguës ou alambiquées au sein du noyau dirigeant ont de quoi susciter quelques inquiétudes. La même question est d'ailleurs posée au PG... Réponse au prochain numéro.

Philippe Stierlin

# L'unité pour créer la dynamique

Jean-Michel Ruiz, Val d'Oise

L'action des communistes dans le Val d'Oise s'appuie clairement sur la résolution votée par le Conseil national le 24 octobre. Je suis pour ma part persuadé que, comme le précise cette résolution, il est nécessaire " de créer les conditions de l'élection du maximum de député-e-s en faveur d'une réorientation profonde de la construction européenne, avec, parmi eux, des députés communistes".

Aujourd'hui, au niveau national, le Parti de Gauche a répondu à notre appel. Cela est une bonne chose, mais il est clair que le seul ticket « PC/PG » est totalement insuffisant et n'est pas à la hauteur des enjeux. Il est donc urgent que la direction de notre Parti prenne à tous les niveaux des initiatives fortes, réellement rassembleuses, permettant à plus de citoyens et de forces de gauche, en particulier ceux qui se sont investis dans la campagne référendaire de 2005, de trouver leur place. La lettre envoyée par le PCF aux congressistes du NPA ou le meeting unitaire de Montpellier vont dans le bon sens et sont réellement encourageants.

Notre Conseil départemental a décidé de s'adresser à tous ceux qui, à gauche, défendent une autre Europe, pour organiser un rassemblement public, à la mi-mars, permettant d'exprimer notre volonté de construire des listes communes.

Pour cela, nous avons interpellé les forces politiques telles la LCR, le PG ou le MRC mais aussi les autres forces de gauche existant sous d'autres formes telles le NEP ou la Fédération alternative sociale et écologique récemment constituée dans notre département et comprenant les Alternatifs, les Communistes unitaires, les Alter-écologues, Alternative Citoyenne et les collectifs unitaires antilibéraux. Pour cette dernière, la plupart de ses composantes est prête à s'investir dans la constitution de listes de rassemblement.

Ce que nous souhaitons, c'est co-construire cette initiative, car nous n'oublions pas que c'est par des initiatives publiques unitaires que la dynamique, l'engagement des citoyens de gauche, dont les communistes, a permis la victoire du Non lors du référendum de 2005. Nous ferions, à mon avis, une erreur en procédant par étape : d'abord vouloir mobiliser les communistes, ensuite organiser l'action avec d'autres. Dans le Val d'Oise, nous avons l'expérience d'un meeting à Garges en 2005, en tout début de campagne, rassemblant l'ensemble du panel du NON de gauche. Une estrade unitaire, des discours forts et rassembleurs ont joué un grand rôle dans la dynamique à gauche, chez les camarades du Parti comme chez les citoyens. Au vu de l'enjeu de juin 2009, nous ne pouvons reculer ces signes forts car, pour moi, sans cela il n'y aura pas d'investissement citoyen alors que le

rassemblement doit être encore plus large que lors de la campagne référendaire. Tout ce qui rassemble, meetings unitaires ou appels tel celui de *Politis*, tout ce qui va dans le sens d'un front durable pour aujourd'hui et pour demain est un gage de réussite, tout ce qui est étroit ou pas au niveau des attentes du peuple de gauche, ou, pire, ce qui divise, sera, j'en suis sûr, sanctionné ou zappé.

---

# Pour enclencher une dynamique citoyenne

Gilles Alfonsi, Seine-Saint-Denis

Mesurons bien la responsabilité qui est la nôtre, pour prolonger le Non de gauche au TCE, battre l'Europe libérale et ouvrir une alternative à la domination du social- libéralisme sur la gauche.

Le choix est entre reproduire d'une manière ou d'une autre la situation de 2007, lorsque l'éparpillement des forces et la division ont conduit à l'impasse, ou enclencher une dynamique politique forte de la diversité de la gauche de gauche. Cela doit se faire à tous les niveaux, mais l'impulsion nationale sera décisive et pour ce qui est du Parti communiste elle relève pleinement de la responsabilité de notre direction.

Au dernier CN, j'avais évoqué le besoin de mettre en place un cadre unitaire, et que nous soyons force de proposition concrète en la matière. Les discours produits depuis ont réaffirmé l'intention énoncée en décembre et au congrès, mais les actes pour le moment restent encore décalés et éparses.

Jusqu'à présent il n'y a pas de véritable cadre commun. Ce qui apparaît publiquement, c'est une initiative que nous avons lancé seuls avec le PG, donc qui se résume pour le moment à un tête à tête de sommet, et l'enclenchement de quelques meetings.

Il convient de bien réfléchir sur le message que nous envoyons avec la mise en scène de ce partenariat privilégié, y compris en se demandant si nous ne plaçons pas notre partenaire dans une position dominante.

Jusqu'à présent, le choix formel du NPA n'étant pas fait, nous pouvons plus ou moins nous en tenir là. Maintenant, au-delà de faire constater le refus de l'unité par le NPA, en continuant de lui dire que « nous l'attendons », nous avons en positif à montrer que l'unité est de côté-là. Et que la convergence elle-même peut nourrir la formulation de contenus exigeants, à l'inverse de l'idée trop souvent admise que l'on

converge nécessairement sur des contenus minimum (nous avons une illustration actuellement avec l'Appel des appels).

Pour cela, le Parti, comme d'ailleurs le PG, ont, me semble-t-il, tout intérêt à ce que la dynamique qui s'engage soit le plus tôt possible porteuse d'une authentique diversité, donc qu'y participent en tant que tels les forces et les individus dont nous ne cessons de dire que nous souhaitons les voir participer. De ce point de vue, le pluralisme du meeting de Montpellier et les échos enthousiastes qui en résultent dans la sphère militante mettent en valeur des potentialités auxquelles seule une généralisation de la démarche peut permettre de franchir la barrière de la censure médiatique et de donner un signal fort. Sinon, le PS, le NPA et le PG sont les seuls à apparaître.

Notre problème est l'enclenchement d'une dynamique citoyenne. Pour cela, la question de la démarche unitaire est centrale, et il serait mal formulé de l'exprimer comme relevant d'un ralliement : or, pour le moment, nous oscillons entre co-élaboration – bien exprimée par Jean-Marc Coppola dans son rapport – et la rhétorique du « rejoignez-nous ».

Comment concrétiser donc la démarche unitaire ? Et bien il faut mettre en place le cadre unitaire, localement et nationalement, avec les forces qui y sont prêtes. Et, en trouvant les formes adéquates, il faut associer à la construction de la campagne, des militants, des personnalités de toutes les sensibilités qui le voudront. Et il faut bien sûr poser la question d'un comité d'initiative et de soutien, en lien avec par exemple l'Appel pour une autre Europe.

Je veux être plus précis ici.

Comme vous le savez, une Fédération de forces et de citoyens pour une alternative écologique et sociale est en construction. On en pense ce qu'on veut mais elle regroupe maintenant 8 composantes - les Alternatifs, les collectifs unitaires, les Alter Ekolo, Ecologie solidaire, le MAI, l'Association des communistes unitaires et depuis peu Utopia - et des citoyens sans appartenance politique, dont beaucoup peuvent contribuer à donner à la campagne la tonalité citoyenne que nous souhaitons : celle de l'implication politique du mouvement social dans une échéance électorale.

Et bien le fait nouveau des derniers jours est que les composantes écologistes jusque-là réticentes à s'engager commencent à évoquer la possibilité que la Fédération s'engage en tant que telle dans la campagne européenne, ce qui changerait la donne.

Il y a là quelque chose d'important du point de vue de la démarche unitaire, mais aussi en particulier face à la liste écolo gauche-droite : pouvoir montrer que l'écologie est à gauche, qu'un écologiste conséquent est anticapitaliste.

Quelque chose semble possible de ce côté-là et la question devient de faire ce qui dépend de nous pour avancer. J'ajoute qu'il y avait hier soir près de mille personnes au meeting de la Fédération, à Montreuil, avec une volonté exprimée de convergence unitaire pour le scrutin de juin prochain.

Dans les rencontres que nous avons eues avec nos partenaires de la gauche de gauche, avons-nous senti une disponibilité ? Il me semble que oui. Nous avons constaté que personne ne met en question l'idée que les deux régions où nous avons des sortants aient un communiste en tête de liste. Et nous nous sommes entendu dire aussi la volonté d'une démarche coélaborée. Tous formulent d'ailleurs le désir d'un cadre efficace, ouvert, transparent, rigoureux.

Il n'est pas trop tard mais le temps presse. Mettons de côté les rancoeurs et dépassons les clivages. Rompons avec la situation mortifère issue de 2007. Sortons-en par le haut. C'est possible et c'est nécessaire. Nous ne sommes pas d'accord sur l'avenir du Parti, mais le débat continuera. Rien n'empêche de dialoguer et je voudrais dire que j'ai à plusieurs reprises sollicité des discussions qui n'ont à ce jour pas eu lieu. Cela vaut le coup pour l'autre construction européenne que nous voulons.

---

# Sur l'élection européenne

Bernard Calabuig, Val d'Oise

## **Courte réaction dans le débat**

Je voudrais des précisions sur trois points :

1. Concernant la réunion de jeudi, s'agit-il d'une coordination ou de la mise en place du comité de liaison?
2. Quelles sont les organisations participantes?
3. Compte tenu des éléments apportés par Gilles Alfonsi sur l'état d'esprit des composantes de la Fédération alternative et la possibilité que cette dernière rejoigne le front de gauche, la délégation du Parti communiste va-t-elle oui ou non rencontrer la fédération?

## **Réponses recues aux questions :**

La réunion de jeudi est une réunion de coordination entre le PG et le PC. Le comité de liaison sera mis en place ultérieurement. Pour ce qui concerne les rapports avec la Fédération; aucune réponse précise n'est apportée.

# Sur la « Charte du travail en commun »

Bernard Calabuig, Val d'Oise

Je pense qu'il est raisonnable de ne pas valider ce texte aujourd'hui. Pas seulement parce que tous les membres du CN ne l'ont pas reçu, mais surtout parce que ce texte n'a fait l'objet d'aucune concertation. Il pose un double problème:

- D'abord sur la méthode d'élaboration. Parler du mode de vie et du fonctionnement de notre collectif de direction, c'est déjà aborder les questions de la transformation du Parti. Nous avons, pour ouvrir ce chantier, élu au dernier Conseil national une commission, pourquoi la dessaisir de cette importante question en élisant aujourd'hui une autre commission? J'entends que vous voulez faire vite. Vous voulez une règle de fonctionnement qui allie démocratie et efficacité, vous dites que cela ne peut-être reporté aux « calendes grecques ». Faut-il alors en déduire que la commission en charge de travailler sur les nécessaires transformations du Parti communiste rendra ses travaux aux « calendes grecque »?
  - Traitons le fond à présent, il est inconcevable que dans une assemblée délibérative qui se veut un organisme de direction, les intervenants soient désignés au préalable, ce qui revient à dire que d'autres ne pourront pas intervenir. Le risque est grand que le Conseil national voit son rôle réduit à celui d'une assemblée territoriale, n'ayant aucune prise sur les choix politiques. Sur le fond, nous n'avons pas besoin d'un règlement spécifique, le seul règlement légitime est les statuts. Vous soulignez l'importance que chacune de nos séances traite dans un deuxième point d'un sujet spécifique, mais avons-nous besoin d'un article de règlement pour qu'il en soit ainsi? Cela devrait être le fonctionnement naturel du Conseil national, il ne dépend que de ceux qui fixent les ordres du jour de nos réunions qu'il en soit ainsi. J'ajoute qu'il n'y a rien de nouveau dans cette proposition, c'est une décision que nous avons prise après le 32<sup>ème</sup> congrès, et encore après le 33<sup>ème</sup> congrès, à quelques exceptions près, elle est restée lettre morte.
-

# Front aux élections européennes : QUI ?

Philippe Stierlin, Paris

- La manifestation puissante du 29 janvier a fait grandir l'idée dans toutes les sphères de la société que « **la crise c'est eux et la solution c'est nous** ». Sa force et sa formidable vitalité viennent d'un dépassement de l'éparpillement syndical et de l'esprit de boutique. Dans ce mouvement, le risque est de sous-estimer le neuf qui se produit comme d'y surestimer le passage au politique. Au titre de la nouveauté – exprimée dans les rues comme dans le communiqué intersyndical du 29 janvier – il y a la tentative de globalisation des problèmes et une démarche unitaire rassemblant tous les parcours, les métiers et les situations. Au titre de la limite, il y a une difficulté de cohérence des réponses, qui se traduit souvent par la juxtaposition des solutions économiques ou incantatoires. Il y a là un terrain politique.
- Comment ce qui a été possible et salutaire syndicalement ne le serait-il pas politiquement, avec tous ceux qui font face à des directives européennes et des traités européens très structurants politiquement et juridiquement. Notre contribution déterminante à la victoire du NON de mai 2005 nous confère une grande responsabilité, non seulement pour nous mobiliser contre le référentiel libéral de Lisbonne, mais aussi pour une **révolution écologique, sociale et démocratique** en Europe. Mais nous ne pourrons ouvrir et engager la bataille sur les contenus (directives de libéralisation, désintégration des services publics, politique énergétique, indépendance de la BCE...) que rassemblés et avec une dynamique. Comme lors de la mobilisation pour le NON de gauche au TCE, c'est la démarche unitaire qui stimulera les contenus et leur donnera une qualité anticapitaliste. Par ailleurs, rester chacun dans son coin nourrira l'impuissance.
- Nous avons décidé d'un **front de gauche** pour les européennes. J'ai avec d'autres voté la résolution sur les élections européennes en insistant sur **la co-élaboration avec les forces politiques, syndicales et associatives** qui veulent rompre avec les logiques libérales et sociale-libérales comme sur la nécessité d'ouvrir un **front le plus large possible**, car la gauche ne se résume pas aux forces politiques constituées. Il y a les associations, les syndicalistes, tous les citoyens engagés mais non adhérents d'organisation. Ils veulent une autre Europe mais refusent de se trouver sous la bannière de tel ou tel.
- **Ce front suppose d'être durable. Il ne peut être biodégradable une fois l'élection terminée. De l'échelon régional à l'échelon européen, il doit y avoir une cohérence stratégique.** C'est la stratégie du front à géométrie variable qui a fait disparaître en vingt ans l'électeur communiste, auquel on a demandé entre deux élections



de changer de vote.

- **Nous devons offrir des choix clairs et cohérents aux communistes comme à tous ceux qui veulent changer cette Europe plongée dans le capitalisme.** Or nous sommes face à des initiatives et des choix communistes qui sont de nature et de portée différentes. Entre le meeting unitaire de Montpellier avec l'Appel Politis, le PG, le PCF, les Alternatifs, le MRC et des meetings à l'initiative du seul PCF avec des invités ne rassemblant pas d'emblée tout l'arc possible, il y a un canyon. Soit on crée un **cadre unitaire** dans lequel nous devons avoir toute notre place, soit on crée des **initiatives propres** auxquels on demande à d'autres après coup de se rallier. Nous ne pouvons repousser le cadre unitaire aux calendes grecques. Plus le choix sera unitaire, moins il sera mortifère.
  - Le compte-rendu du meeting unitaire de Montpellier fait par Francis Wurtz pose la question de QUI constitue à ce jour le front de gauche et quels sont les partenaires possibles de ce front susceptibles de créer une dynamique. Pour que les choses soient claires, il y a, si je comprends bien :
    - o une « Coordination PG-PCF » mise en place depuis quelques semaines,
    - o en projet, un « Comité de liaison », qui devrait rassembler tous les partenaires.
  - Nous sommes dans le brouillard sur le 2<sup>e</sup> point, c'est-à-dire : QUI et sur la base de QUELS CRITERES le front de gauche peut-il se constituer. Autrement dit QUI fait partie du Comité de Liaison au-delà du seul duo PCF – PG ?
  - **Des possibilités d'élargissement existent.** Le rôle spécifique du PCF, outre la dimension véritablement européenne des enjeux, est aussi de répondre à la crise de la représentation politique. Il y a une effervescence à gauche qui en est le reflet. Nous nous sommes adressés de manière ouverte au PG puis au NPA, avec le résultat que nous connaissons. Quel que soit ce que nous pensons les uns et les autres sur l'avenir du PCF, nous devrions aussi prendre à notre actif qu'existe à gauche quelque chose de différent du PG et du NPA. Un partenaire comme la **Fédération pour une alternative sociale et écologique**, qui rassemble des forces militantes (8 associations et organisations - dont Ecologie Solidaires, les Alter-ékolo) comme des citoyens engagés est essentiel pour réussir une dynamique. Sauf à vouloir laisser, par exemple, le champ de l'écologie politique à d'autres pour ne parler que de cet aspect. Or allons-nous récuser a priori un tel partenaire ?
-

# Trois aspects du rassemblement

Julien Alapetite, Isère

(intervention non fait n raison du nombre d'inscrits)

Je voudrais insister sur trois aspects du rassemblement que nous devons considérer: tout d'abord sa surface, sa temporalité et enfin sa profondeur.

**Sa surface:** nous devons mettre à sa juste place la question de l'urgence écologique. Il serait dommage que le débat aux européennes se structure sur une dichotomie entre un rassemblement anti-capitaliste axé sur l'urgence économiques et sociale et un rassemblement écologiste Bové Cohn-Bendit faisant une priorité de la crise écologique reléguant la crise économique sociale à l'arrière plan. Nous ne devons pas mettre des priorités sur ces deux questions, elles ne peuvent se résoudre que conjointement ou alors aucune ne sera résolu. Une politique qui ne tendrait qu'à résoudre la crise économique et sociale (un nouveau New Deal) sans tenir compte des contraintes écologiques seraient une vue à très court terme, et ne déplacerait que de quelques années un crise de plus grande ampleur encore. Les réponses à cette crise écologique doivent être au premier plan de nos propositions. Nous devons montrer non seulement notre souci de la question écologique mais que nous prenons en compte les conséquences que cela implique, sinon ce ne serait que paroles creuses.

Développons un peu sur les conséquences: Il y a un relatif consensus sur la nécessité de lutter contre l'effet de serre, le programme du PGE propose 80% de réduction des émission de gaz à effet de serre d'ici 2050. Cette objectif n'est pas une petite contrainte, au contraire il est complètement structurant. Réduire les émissions c'est réduire la consommation d'énergie fossile qui est notre principale source d'énergie aujourd'hui. Aujourd'hui aucune solution facile mais même difficile ne se profile pour remplacer cette source d'énergie. On ne peut donc exclure une crise à venir de rareté d'énergétique, qui modifiera complètement nos modes de production, nos modes de transports, nos modes de consommation et nos configurations urbaines. Notre base productive fortement consommatrice d'énergie et produisant des biens eux-mêmes fortement consommateurs d'énergie (je pense à l'industrie automobile par exemple), doit être remplacée par une industrie qui consomme peu et qui produit des biens qui consomme peu d'énergie. Il n'y pas plus aujourd'hui de reconquête industrielle possible sans une reconversion dans le même temps. Ainsi, pour l'industrie automobile, il faut la relancer oui, mais par pour produire des voitures individuelles mais pour produire des véhicules pour les déplacements collectifs. Ce n'est qu'un exemple et il faudrait les développer dans toutes les branches de l'industrie. Nos propositions et nos discours doivent insister fortement sur ces points si nous souhaitons que notre surface

de rassemblement soit la plus large possible et toucher les citoyens sensibles aux problématiques écologiques.

**Sa temporalité:** nous devons conjuguer les perspectives court terme et long terme et là encore ne pas opposer les deux. Notre rassemblement pour les élections européennes doit être le premier acte pour aller vers un rassemblement durable, qui pèsera sur le paysage politique dans le futur. Et la discussion avec nos partenaires doit porter sur cette question du rassemblement durable, cela dès aujourd'hui.

**Sa profondeur:** Nous devons partir d'un constat : la majorité des militants politiques anti-capitaliste sont les non-organisés. Ils sont inorganisés dans le sens où ils ne sont pas dans des partis politiques, ce ne veut pas dire qu'ils ne sont pas organisés dans le champs associatif et syndical et qu'ils ne font pas de politique. C'est une très bonne chose de vouloir les associer au rassemblement, mais ca ne serait pas aller assez loin que de procéder par une simple cooptation, une proposition de personnalités, faites par les partis politiques eux-mêmes. Il faut que les personnes qui représenteraient le monde syndical et associatif soient choisies ensemble, ce qui implique de créer rapidement un cadre unitaire dans lequel seront parties prenantes ces organisations, et où se discutent le programme et les candidatures de la manière la plus démocratique possible. Sinon les non-organisés n'auront pas leur voix et cela va entraver l'ampleur de la mobilisation dont nous avons absolument besoin.

---